

**ARRÊTÉ IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR  
LES ACTIVITÉS DE RÉCUPÉRATION ET DE STOCKAGE DE DÉCHETS  
MÉTALLIQUES PAR LA SOCIÉTÉ SOCCOIM À CHAINGY**

**Le Préfet du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**Vu** le code de l'environnement et en particulier son article R.181-46 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 22 avril 2026 nommant Monsieur Hugues MOUTOUH, préfet de la Région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2002 autorisant la société SOCCOIM ONYX CENTRE à exploiter un centre de tri et de transfert de déchets industriels banals à CHAINGY et notamment l'exploitation d'activités de stockage de déchets métalliques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2011 autorisant la société RIC ENVIRONNEMENT à exploiter les activités de récupération et de stockage de déchets métalliques exercées précédemment par la société SOCCOIM situées Zone d'Activités Les Pierrelets à CHAINGY ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 mai 2026 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le courrier du 12 octobre 2009 de la société RIC ENVIRONNEMENT sollicitant le changement d'exploitant ;

**Vu** le courrier et la déclaration de changement d'exploitant du 12 février 2015 au bénéfice de la SAS SOCCOIM pour la plateforme ferraille située à CHAINGY ;

**Vu** le courrier du 13 janvier 2020 acceptant le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 2712 et 2713 qui passe de l'autorisation en enregistrement et la rubrique 2711 passant de non classable à déclaration avec contrôle périodique ;

**Vu** la demande de l'exploitant transmise par courrier du 7 août 2023 sollicitant la modification de l'article 6.2.3 l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2011 susvisé ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> février 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant par courrier du 12 février 2026 ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 25 février 2026 ;

**Considérant** que la modification de la valeur limite du niveau sonores en limite de propriété ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article L.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement permettent de prévenir les dangers et les inconvénients des installations pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

**Considérant** en conséquence qu'il y a lieu de mettre à jour par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les dispositions associées à la mise en œuvre de la demande de l'exploitant ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret,

### ARRÊTE

**Article 1** - La société SOCCOIM située ZA « Les Pierrelets » à Chaingy (45 380) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Chaingy, une installation de récupération et de stockage de déchets métalliques.

**Article 2** - L'article 6.2.3 de l'article l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2011 est abrogé et remplacé par la prescription suivante.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour, de 7h à 22h (sauf dimanches et jours férié)	Période de nuit, de 22h à 7h
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire du Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **26 MAI 2026**

**Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général**



**Nicolas HONORÉ**

**Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

